

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. Jesse Flis (Parkdale—High Park): Monsieur le Président, le 7 décembre dernier, je suis intervenu dans cette enceinte, afin de demander au premier ministre, à la lumière des réformes récentes et des difficultés économiques en Union soviétique, quand il entendait aider le président Gorbatchev, en lui donnant quelque chose de concret pour lui permettre de répondre aux attentes de la population.

C'est le secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a répondu à ma question, mais en toute déférence, je tiens à dire que je n'ai pas reçu une réponse satisfaisante. Le secrétaire parlementaire m'en donnera peut-être une meilleure aujourd'hui.

• (1810)

Le premier ministre était revenu récemment d'un voyage en Union soviétique et il a prétendu alors que sur le plan de la coopération bilatérale, sa visite de la semaine précédente avait marqué un point tournant dans les relations canado-soviétiques. Il a ajouté que les deux parties avaient signé 14 accords bilatéraux—soit plus qu'il ne s'en était signé durant les 20 années précédentes—dans des domaines allant de la coopération dans l'Arctique à la coopération culturelle, en passant par l'environnement, les échanges militaires et la protection des investissements.

Depuis ce jour, soit le 27 novembre 1989, comme les députés le savent pertinemment, nous avons eu droit à de nombreuses visites de dirigeants et de parlementaires soviétiques comme la délégation parlementaire du Soviet suprême dirigée par M. Rafik Nishanov qui est parmi nous aujourd'hui et plus récemment, bien entendu, M. Gorbatchev lui-même. J'ignore au juste encore si des progrès ont été réalisés au sujet de ces 14 accords ou s'ils ont été couronnés de succès ou pas.

Je ne peux m'empêcher d'être plutôt cynique au sujet des intentions du gouvernement, lorsqu'il signe des ententes d'une aussi grande portée, dans des domaines où ses propres engagements sont fort douteux. Ainsi, c'est le cas des ententes sur l'Arctique et l'environnement.

Nous avons appris, avant le récent sommet sur l'environnement, que le Canada s'était entendu secrètement avec les États-Unis et la Grande-Bretagne pour opposer son veto à une proposition soumise par plusieurs autres pays au sujet de la réduction des chlorofluorocarbures. Cette façon de procéder nuit manifestement à tous les efforts que nous souhaitons déployer sur la scène inter-

L'ajournement

nationale au sujet de n'importe quelle question. Chez nous, nous ne sommes même pas en mesure de lancer véritablement le Plan vert, qui a déjà beaucoup moins de portée que ce qui était prévu au départ.

C'est bien beau de lancer des idées, mais encore faut-il qu'elles s'accompagnent d'objectifs précis dont la réalisation peut être mesurée en fonction des résultats obtenus dans les délais prévus, grâce à des réévaluations, des réexamens et des révisions successives.

Nous avons le même problème en ce qui a trait à la présence de BPC dans notre chaîne alimentaire, dans le Nord. D'accord, il semble qu'on veuille faire quelque chose. Le premier ministre lui-même a annoncé le même jour une promesse du président Gorbatchev de coopérer dans l'Arctique à propos de cette question. Mais il existe une grande différence entre promettre et prendre réellement des mesures. Quelles garanties avons-nous reçues qu'il s'agirait d'une priorité pour l'Union soviétique?

Nous perdons rapidement toute l'influence que nous avons pu avoir sur les événements dans le monde. Ce que le Canada dit de nos jours est accueilli presque avec une impatience polie, alors qu'avec suffisance et fatuité nous condamnons ou félicitons comme nous le jugeons bon.

Quand le ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique nous assure que le matériel médical arrive et continuera d'arriver en Lituanie, et que ce n'est pas vrai, nous avons l'air surpris et presque scandalisés, comme si nous avions fait quelque chose de mal. Je ne suis pas surpris ni scandalisé, parce que depuis six ans, moi et mes collègues de ce côté-ci de la Chambre avons vu le gouvernement se faire simplement l'ombre et l'écho du gouvernement des États-Unis.

L'occasion de donner l'exemple se présente à nouveau. L'évolution de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique a offert au Canada une rare occasion de prendre l'initiative dans les changements inévitables que va connaître le rôle de l'OTAN.

Pourtant qu'entend-on? D'une part, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures propose une nouvelle direction pour l'OTAN en rejetant le principe du maintien des armes nucléaires en Europe. D'autre part, les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures disent que le Canada continuera à appuyer la stratégie consistant à conserver en Europe un mélange d'armes nucléaires et classiques. Je pensais que les hommes politiques définissaient les programmes et que les bureaucrates les appliquaient. Il semble que ce soit l'inverse.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures prend pour une fois la bonne direction. Le temps est venu pour